

Acheteur public : Agence de la biomédecine

Direction service : Pôle achats /Direction des systèmes d'informations

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Numéro de la consultation : AO 25-47_DSI/ND

Objet de la consultation :

Tierce Maintenance Applicative (TMA) des applications du SI Cristal (SI du prélèvement et de la greffe d'organes et de tissus) de l'Agence de la biomédecine

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - IDENTIFICATION.....	4
ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION.....	4
ARTICLE 3 - PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE	5
ARTICLE 4 - ALLOTISSEMENT	5
ARTICLE 5 - PROCEDURE - FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE	5
5.1 Procédure de passation	5
5.2 Forme du marché public	5
ARTICLE 6 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE.....	6
ARTICLE 7 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	6
ARTICLE 8 - LIEU D'EXECUTION	6
ARTICLE 9 - MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	6
ARTICLE 10 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	7
10.1 Modalités générales d'exécution	7
10.2 Définitions générales.....	7
10.3 Documentation.....	7
10.4 Calendrier et délais d'exécution	8
10.5 Point de départ de l'exécution des prestations.....	8
10.6 Emission et exécution des bons de commande	8
10.7 Prolongation du délai d'exécution	9
10.8 Arrêt d'exécution d'un bon de commande.....	9
10.9 Pilotage	10
10.10 Personnes responsables pour l'Agence de la biomédecine.....	10
10.10.1 Personnes habilitées à signer les bons de commandes.....	10
10.10.2 Personnes responsables techniques	10
10.11 Personne(s) responsable(s) pour le titulaire	10
10.12 Maintenance corrective et préventive	11
10.13 Maintenance évolutive	12
10.14 Maintenance adaptative.....	12
10.15 Prestations d'accompagnement (post-maintenance).....	12
10.16 Réversibilité / transférabilité	12
10.17 Audit de sécurité	13
ARTICLE 11 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	13
11.1 Obligation de conseil.....	13
11.2 Obligation de moyen et de résultats.....	14
11.3 Responsabilité du titulaire	14
ARTICLE 12 - CONFIDENTIALITE - PROTECTION DES DONNEES – MESURES DE SECURITE	14
12.1 Obligation de confidentialité	14
12.2 Traitement de données à caractère personnel.....	15
12.3 Mesures de sécurité.....	16
12.4 Information sur les vulnérabilités et les incidents de sécurité détectés sur le système d'information du titulaire 16	
ARTICLE 13 - CONSIDERATIONS SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES.....	16
13.1 Considérations sociales	16
13.2 Considérations environnementales.....	16
ARTICLE 14 - CONSTATATIONS DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	16
14.1 Opérations de vérification	16
14.1.1 Vérification d'aptitude (VA)	17
14.1.2 Vérification de service régulier (VSR)	17
14.1.3 Décisions après vérification	17
ARTICLE 15 - GARANTIE TECHNIQUE.....	18
ARTICLE 16 - DESTRUCTION DES DONNEES.....	18
ARTICLE 17 - PENALITES	18
17.1 Pénalités pour retard d'exécution.....	19
17.2 Pénalités pour non-respect des exigences fixées au CCTP	19
17.3 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité	20
ARTICLE 18 - REGIME FINANCIER.....	20

18.1	Forme et contenu des prix	20
18.2	Variation des prix	20
18.3	Avances	20
ARTICLE 19 - REGLEMENT DES PRESTATIONS		21
19.1	Répartition des paiements	21
19.2	Retenue de garantie	21
19.3	Délais de paiement et Intérêts moratoires.....	21
19.4	Présentation des demandes de paiement.....	21
ARTICLE 20 - NANTISSEMENT -CESSION DE CREANCES		22
ARTICLE 21 - MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION		23
21.1	Modification ne donnant pas lieu à avenant.....	23
21.2	Modifications financières pour circonstances imprévisibles	23
ARTICLE 22 - UTILISATION DES RESULTATS (PROPRIETE INTELLECTUELLE)		24
ARTICLE 23 - DISPOSITIONS DIVERSES		26
23.1	Echanges dématérialisés	26
23.2	Langue.....	26
23.3	Sous-traitance.....	26
23.4	Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance	27
ARTICLE 24 - RESPONSABILITE ET ASSURANCES.....		27
ARTICLE 25 - DISPOSITIF DE VIGILANCE		27
ARTICLE 26 - RESILIATION		27
26.1	Exécution aux frais et risques du titulaire.....	27
ARTICLE 27 - LITIGES ET CONTENTIEUX		28
ARTICLE 28 - DEROGATIONS AU CCAG-TIC		28

Article 1 - IDENTIFICATION

Acheteur :

Agence de la biomédecine

1 avenue du Stade de France – 93212 Saint-Denis la Plaine Cedex

Tél : 01.55.93.65.50

Siret : 180 092 587 00013

Adresse internet: www.agence-biomedecine.fr

Profil acheteur: <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Représentée par sa directrice générale Madame Marine JEANTET.

Comptable assignataire des paiements :

Madame Sonia ROUX

Agente comptable de l'Agence de la biomédecine

Tél : 01.55.93.56.95

N° nomenclature : S6706O

Imputation budgétaire : Comptes 205.3 & 615.6

Article 2 - OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché a pour objet la **Tierce Maintenance Applicative (TMA)** des applications du SI Cristal (SI du prélèvement et de la greffe d'organes et de tissus).

Cristal est un système d'information opérationnel 24h/24, indispensable aux activités de prélèvement d'organes, de tissus et de greffe, car il permet de garantir l'application des règles de sécurité sanitaire et de répartition des organes.

C'est un système interactif via le WEB, mis à la disposition de tous les professionnels de santé impliqués dans les activités de prélèvement et de greffe, que ce soit les équipes des établissements de santé autorisés au prélèvement et/ou à la greffe, les laboratoires ou les banques de tissus (plusieurs centaines d'équipes et plus de 3000 utilisateurs).

Cristal est utilisé en France métropolitaine, dans les départements d'outre-mer (Martinique, Guadeloupe, Guyane, Réunion) ainsi qu'en Polynésie Française et Nouvelle Calédonie dans le cadre de protocoles de coopération.

Les prestations sont définies en détail au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) n° AO 25-47_DSI/ND.

De manière synthétique, les prestations de Tierce Maintenance Applicative concernent :

- Les études spécifiques (la prise de connaissance des applications, étude d'impact de changement, spécifications fonctionnelles) ;
- La maintenance corrective ;
- La maintenance évolutive des applications ;
- La maintenance adaptative ;
- Les prestations d'accompagnement de l'acheteur (intégration sur site, transfert de compétences techniques et/ou fonctionnelles, etc ...) ;
- La réversibilité/transférabilité, partielle ou totale ;
- La fourniture et la mise à jour de la documentation technique.

Les prestations non couvertes par le présent accord-cadre sont :

- La maintenance d'applications autres que celles spécifiées dans l'objet qui fonctionneraient en chaînage avec elles ;
- Le matériel supportant les applications, les accessoires et fournitures ;
- La formation complémentaire des utilisateurs autre que celle éventuellement prévue dans les charges.

Code(s) CPV de la consultation :

Valeur principale : 72267000 - Services de maintenance et de réparation de logiciels.

Article 3 - PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est conclu exclusivement au profit de l'Agence de la biomédecine.

Article 4 - ALLOTISSEMENT

Le présent accord-cadre n'est pas alloti conformément à l'article L2113-11 du code de la commande publique, les prestations du marché constituant un ensemble homogène.

Article 5 - PROCEDURE - FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE

5.1 Procédure de passation

La procédure de passation retenue est **l'appel d'offres ouvert** en application des articles L.2124-2, R.2124-1 et R.2124-2 1° du code de la commande publique.

5.2 Forme du marché public

Le marché public est un accord-cadre mono-attributaire.

Il est exécuté par une partie ferme et forfaitaire et une partie à bons de commande sur unités d'œuvre.

Le cahier des clauses techniques particulières et l'annexe financière précisent la nature des prestations à réaliser au titre de la partie fixe et forfaitaire et de la partie à bons de commande.

➤ **Les prestations relatives à la partie ferme** rémunérées forfaitairement, concernent :

- La phase d'initialisation & prise de connaissance ;
- La maintenance corrective.

➤ **Les prestations à bons de commande** à prix unitaires et/ou forfaitaires concernent notamment :

- L'initialisation complémentaire ;
- Les études spécifiques ;
- La maintenance évolutive (évolutions fonctionnelles urgentes, évolutions fonctionnelles normales) et projet ;
- La maintenance adaptative ;
- Les prestations d'accompagnement (intégration sur site dans l'environnement technique de l'acheteur, transfert de compétences techniques et/ou fonctionnelles au personnel de l'acheteur) et autres prestations qui feront l'objet d'un devis ;
- La transférabilité / réversibilité partielle ou totale.

Le montant minimum de l'accord-cadre est constitué, annuellement, par le montant total de la partie ferme pour la période considérée.

Le montant maximum de l'accord-cadre sur sa durée globale (périodes de reconductions incluses) est fixé à 6.000.000 € TTC.

Le présent accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

Article 6 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale de douze (12) mois à compter de sa date de notification. Il est reconductible trois (3) fois par tacite reconduction par période supplémentaire de douze (12) mois. La durée totale de l'accord-cadre, périodes de reconductions comprises, ne peut donc excéder quatre (4) ans. Le titulaire ne peut refuser la reconduction de l'accord-cadre.

L'Agence de la biomédecine se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché au terme de chaque période par lettre recommandée avec AR et dans un délai de 3 mois avant la date d'échéance. La non reconduction appliquée dans les conditions sus énoncées, ne saurait être considérée comme une résiliation et ne donnera lieu à aucune indemnité.

Sans préjudice de l'article R. 2162-5 du code de la commande publique, les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de la période de validité de l'accord-cadre, quelle que soit la durée d'exécution des prestations commandées, sans que celle-ci ne puisse excéder de plus de trois (3) mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

Article 7 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses annexes financières ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) n° AO 25-47_DSI/ND et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n° AO 25-47_DSI/ND et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le plan d'assurance sécurité fournisseur (PASF) n° AO 25-47_DSI/ND remis par le titulaire et arrêté conjointement par l'acheteur et le titulaire ;
- Le plan d'assurance et contrôle qualité maintenance (PAQ) remis par le titulaire et arrêté conjointement par l'acheteur et le titulaire ;
- La convention de sous-traitance prise en application du règlement européen (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 sur la protection des données signée par l'acheteur et le titulaire ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance.

En cas de contradiction ou de difficulté d'interprétation entre les documents ci-dessus mentionnés, la documentation de niveau supérieur prévaut pour l'obligation en cause.

Toute clause portée dans le(s) barème(s) ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux stipulations des pièces constitutives du présent marché public est réputée non écrite. Notamment, les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette modalité.

Article 8 - LIEU D'EXECUTION

Les prestations sont réalisées essentiellement dans les locaux du titulaire.

Le lieu d'exécution des prestations objets de la consultation peut également être en Seine-Saint-Denis (au siège de l'Agence) ou à titre exceptionnel sur tout autre site en Ile-de-France désigné par l'Agence.

Article 9 - MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES

L'Agence de la biomédecine se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché public dans le cadre d'un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables. Ces marchés pourront ainsi permettre de prendre en compte des demandes et /ou des besoins complémentaires non prévus dans le CCTP initial et relevant directement de l'objet du marché.

La durée pendant laquelle un nouveau marché public pourra être conclu ne peut dépasser trois (3) ans à compter de la notification du présent contrat.

Article 10 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

10.1 Modalités générales d'exécution

Les prestations, objet du présent accord-cadre, devront être conformes aux stipulations du CCTP n° AO 25-47_DSI/ND et devront être exécutées selon le PAQ et le PASF arrêtés lors du lancement de la prestation, dans le cadre de la phase d'initialisation.

Le PAQ et le PASF deviendront contractuels après signature du titulaire et de l'Agence de la biomédecine.

Les livrables sont ceux indiqués au CCTP n° AO 25-47_DSI/ND. Ils seront validés par l'Agence selon les procédures décrites au PAQ.

10.2 Définitions générales

Par « **maintenance** », on désigne les prestations permettant le maintien en condition opérationnelle et le maintien en condition de sécurité des matériels à titre préventif, ou correctif.

Par « **tierce maintenance applicative** », on désigne les prestations qui consistent à conserver un système d'information dans un état lui permettant de remplir sa fonction. Ces prestations de maintien en condition opérationnelle et de maintien en condition de sécurité s'exécutent à titre préventif ou correctif. Elles peuvent également concerner des prestations d'évolution ou d'adaptation des logiciels. Ces services peuvent être rendus sur le site de l'acheteur ou à distance dans les locaux du titulaire.

Par « **préventif** », on entend les mesures d'entretien exécutées pour éviter la survenance d'anomalies.

Par « **correctif** », on entend les mesures consistant à corriger les anomalies.

Par « **évolutif** », on entend les mesures de maintenance visant à faire évoluer une ou plusieurs applications, afin d'intégrer de nouvelles fonctions, d'en améliorer le fonctionnement et l'ergonomie ou de prendre en compte de nouvelles dispositions législatives ou réglementaires.

Par « **adaptatif** », on entend les mesures d'entretien et de maintenance permettant d'absorber des modifications de l'environnement technique d'exécution, comme les mises à jour ou les changements de systèmes d'exploitation, de bases de données, d'interfaces d'échange ou plus généralement des composants techniques et bibliothèques logicielles.

L'anomalie peut être de nature bloquante, majeure ou mineure :

Anomalie bloquante : une anomalie bloquante est celle qui empêche l'utilisation de tout ou partie des fonctionnalités de l'application, des outils ou l'utilisation d'un livrable important, comme une documentation. Ce type d'anomalie concerne les programmes qui ne fonctionnent pas, les transactions qui fournissent des résultats rendant le produit impossible ou risqué à exploiter, la documentation inexploitable, des pertes de données, etc.

Anomalie majeure : une anomalie est majeure lorsqu'elle empêche l'utilisation de tout ou partie des fonctionnalités de l'application ou des outils tout en permettant l'obtention du résultat par une manipulation de contournement simple. L'Agence de la biomédecine décide si la solution de contournement proposée par le titulaire est acceptable pour l'utilisateur final.

Anomalie mineure : une anomalie est mineure lorsque le produit livré comporte des défauts ou imperfections qui n'empêchent pas l'usage normal. C'est typiquement dans ce type d'anomalie que sont rangés les programmes qui affichent des textes avec des fautes d'orthographe, des aides écrans non présentes, des présentations d'écran hors normes, des documentations ne respectant pas les conventions de forme ou de structure, etc. La correction de cette anomalie devra être intégrée dans la version suivante de l'application.

10.3 Documentation

Le titulaire livre avec chaque application, développement, matériel, progiciel et logiciel, une documentation technique en langue française sur support électronique et sous fichier Word en indiquant les modalités de la mise en fonction, puis, au cours de l'exécution du marché, les mises à

jour correspondantes conformément aux dispositions prévues au Cahier des Clauses Techniques Particulières. Le prix de cette documentation technique est inclus dans les prix du marché.

Cette documentation technique donne la composition et les caractéristiques du développement, de l'application, du matériel, des progiciels et logiciels, ainsi que leurs procédures courantes d'utilisation.

Elle doit être transmise au plus tard à la livraison de l'application, du développement, du matériel, des progiciels et logiciels et, le cas échéant, à la livraison de chaque mise à jour. Cette documentation est remise à jour lors de chaque intervention du titulaire.

10.4 Calendrier et délais d'exécution

Le calendrier de réalisation est remis par le titulaire dans son offre, il est établi à partir des délais impératifs tels qu'ils figurent au CCTP n° AO 25-47 DSI/ND. Ce calendrier pourra faire l'objet d'ajustement lors de la phase d'initialisation du marché après accord entre l'Agence de la biomédecine et le titulaire.

Les délais d'exécution des prestations sur bons de commande figurent dans les devis du titulaire sauf précision sur chaque bon de commande adressé au titulaire par l'Agence de la biomédecine.

Ces délais sont impératifs et ont valeur contractuelle, ils conditionnent l'admission des prestations.

10.5 Point de départ de l'exécution des prestations

- **La phase d'initialisation** (lancement et prise de connaissance) du marché démarre sur bon de commande, à compter du **10 mai 2026 ou de la notification du marché si celle-ci intervient après cette date**.

Elle débutera par une réunion de lancement, clôturée par une revue de fin d'initialisation. Le calendrier d'exécution de la phase d'initialisation est celui remis par le titulaire dans son offre. Il pourra être précisé lors de la mise au point du marché. Le délai maximum d'exécution de cette phase est de 3 mois calendaires.

- **Les prestations de maintenance corrective et préventive** débuteront à l'issue de la phase d'initialisation et à compter du **10 août 2026** (fin du marché actuel de TMA du SI Cristal).

La 1^{ère} année de maintenance corrective (TMC) sera diminuée de la durée de la phase d'initialisation. Le cumul en durée de la phase d'initialisation et de la TMC année 1 ne pourra donc dépasser 12 mois.

Le prix forfaitaire de l'année 1 de la TMC tel que fixé dans l'annexe financière sera par conséquent proratisé par rapport à la durée réelle de celle-ci.

- **Prestations sur bons de commande**

Les délais d'exécution des prestations demandées au titulaire figurent dans son offre sauf précision sur chaque bon de commande adressé au titulaire par l'acheteur. Ces délais sont impératifs et ont valeur contractuelle, ils conditionnent l'admission des prestations.

10.6 Emission et exécution des bons de commande

Les prestations seront réalisées par le titulaire uniquement après réception d'un bon de commande établi conformément au bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement et dans les conditions prévues au CCTP n° AO 25-47 DSI/ND éventuellement précisées au bon de commande (notamment en matière de délais).

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser la date de réception certaine. Par dérogation à l'article 3 du CCAG TIC, en cas de commandes transmises par messagerie électronique, c'est la date et l'heure d'envoi du message électronique qui vaut notification, la messagerie de l'acheteur faisant foi. Ce dernier s'assure au préalable que l'adresse électronique du destinataire est valide.

En aucun cas, l'exécution d'une prestation ne peut précéder la notification du bon de commande concerné.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date de sa notification.

Chaque bon de commande précise notamment :

- Le numéro du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement nécessaire à la transmission de la facture)
- La date d'émission du bon de commande
- La référence de l'accord-cadre
- Les coordonnées du bénéficiaire (notamment le SIRET nécessaire à la transmission de la facture)
- La désignation et la quantité des prestations commandées
- Le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC)
- Le montant total (HT et TTC) du bon de commande
- La date et lieu de livraison

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 3 mois suivant la fin de l'accord-cadre.

Le bon de commande pourra être modifié à tout moment par l'acheteur en cours de réalisation d'une prestation. Dans ce cas, l'acheteur adresse un bon de commande rectificatif au titulaire par courriel. Ce courriel vaut notification.

Ce bon de commande rectificatif peut avoir un impact sur le prix initial de la commande tout en respectant le bordereau des prix du marché.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

10.7 Prolongation du délai d'exécution

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 5 jours ouvrés de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision.

Aucune des parties ne pourra être tenue responsable en cas d'inexécution ou de retard d'exécution résultant d'un cas de force majeure.

Est considéré comme un cas de force majeure au sens du présent accord-cadre, tout fait ou circonstance irrésistible, imprévisible, extérieur et indépendant de la volonté des parties et qui ne peut être empêché par ces dernières malgré tous les efforts raisonnablement possibles.

La charge de la preuve de l'existence et de l'effet de ces circonstances exonératoires incombe à la partie qui s'en prévaut. En cas de survenance d'une cause exonératoire, les parties s'engagent chacune pour ce qui la concerne, à déployer les efforts propres à en minimiser les conséquences ou à restaurer dans les plus brefs délais les conditions normales de l'exécution des engagements.

10.8 Arrêt d'exécution d'un bon de commande

L'Agence de la biomédecine peut, qu'il y ait ou non faute du titulaire, décider de l'arrêt de l'exécution d'une commande. Elle notifie cet arrêt au titulaire avec un préavis d'une semaine calendaire par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout moyen dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

L'arrêt d'exécution des prestations d'un bon de commande ne vaut pas résiliation de l'accord-cadre et ne donne lieu à aucune indemnité. Le titulaire et l'administration procèdent contradictoirement, le cas échéant, à un décompte selon les modalités prévues au CCAG-TIC.

10.9 Pilotage

Dès l'entrée en vigueur du présent accord-cadre, le titulaire et l'Agence planifient conformément aux dispositions prévues par le Cahier des Clauses techniques Particulières n° AO 25-47 DSI/ND :

- Une réunion de lancement qui a notamment pour objet d'en rappeler les modalités d'exécution et de mettre en place les procédures globales ;
- Un comité de pilotage et un comité opérationnel,

Les réunions ont lieu, sauf exception, dans les locaux de l'Agence. Le titulaire en assure le secrétariat en rédigeant notamment le compte rendu qu'il soumet pour validation au plus tard dans les 48 heures qui suivent la fin de la réunion.

Dans ce cadre, il est précisé que toute difficulté quant à la validation d'un point quelconque du compte-rendu est soumise en premier point de l'ordre du jour du comité suivant.

Parallèlement à ces différents comités, le titulaire prend toutes les mesures permettant une information permanente et répond aux demandes de l'Agence dans un délai maximal de 15 jours calendaires à compter de la réception de la demande.

10.10 Personnes responsables pour l'Agence de la biomédecine

10.10.1 Personnes habilitées à signer les bons de commandes

La directrice générale
Madame Marine JEANTET

Le directeur général adjoint des ressources
Monsieur Marc DESTENAY

Le directeur administratif et financier
Monsieur Antoine PHILIPPS

10.10.2 Personnes responsables techniques

Monsieur Jean DURQUETY
Responsable du pôle SIAM

Monsieur Thomas TITRE
Chef de projet Cristal - Pôle SIAM

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

10.11 Personne(s) responsable(s) pour le titulaire

Le titulaire désigne un directeur de projet qui sera l'interlocuteur unique et dédié pour l'exécution des prestations. Cet interlocuteur unique sera chargé d'assurer, de conduire et de diriger l'exécution des prestations en son nom ainsi que ceux de son équipe.

Le titulaire doit disposer de personnes qualifiées nécessaires à la réalisation de toutes les prestations objet du marché. La qualification des personnels dédiés par le titulaire à la réalisation des prestations est indiquée dans son offre technique.

Le titulaire fait son possible pour maintenir l'équipe et le directeur de projet désignés pendant toute la durée du marché.

En cas de défaillance du directeur de projet ou de tout autre personne dédiée par le titulaire à la réalisation des prestations objet du marché, en cas de mauvaise entente altérant la bonne exécution des prestations, de mauvaise exécution, liées à tout ou partie de l'équipe mise en place par le titulaire, celui-ci doit :

- En aviser l'Agence sans délai et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations dans les conditions contractuelles ;
L'Agence de la biomédecine réunira un comité de pilotage extraordinaire pour définir les conditions de la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Proposer à l'Agence de la biomédecine un ou plusieurs remplaçant(s) disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai de 15 jours calendaires maximum à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent. Les frais de formation du (des) remplaçant(s) restent à la charge du titulaire. L'Agence accepte ou refuse le(s) remplaçant(s). En cas de récusation, le titulaire dispose à nouveau de 15 jours calendaires pour proposer un autre remplaçant. La décision de récusation est motivée.

La rupture de l'exécution des prestations entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 17 du présent CCAP. A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'Agence de la biomédecine, le marché peut être résilié dans les conditions prévues au CCAG-TIC.

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'Agence se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

10.12 Maintenance corrective et préventive

• Procédure de demande d'intervention

L'indisponibilité est le temps qui s'écoule entre la demande d'intervention au titulaire et la constatation de la disparition du désordre.

L'indisponibilité commence lorsque la demande d'intervention du (des) responsable(s) technique(s) de l'Agence parvient au titulaire. Cette demande sera notifiée par courriel ou saisie dans le gestionnaire d'anomalies, permettant d'attester de la date et de l'heure de la demande.

• Période d'intervention

Le titulaire assure la maintenance des applications dans la période d'intervention ainsi définie : du lundi au vendredi de 8h à 18h, à l'exception des jours fériés ou chômés. Les jours fériés sont les jours de fêtes légales énumérés par l'article L.3331-1 du Code du travail.

• Délais d'intervention des anomalies bloquantes

Le délai maximum de 1er contact (rappel de l'interlocuteur technique de l'Agence par le titulaire) est de 1h pour les incidents bloquants.

Une intervention sur site peut être demandée. Le délai maximum d'intervention sur site est de ½ journée ouvrée, à compter du moment où l'incident est signalé, soit 4 heures ouvrées.

• Délais de correction des anomalies bloquantes

Au terme d'un délai fixé à 24 heures soit 1 jour ouvré à compter de la demande d'intervention pour les incidents bloquants, le titulaire s'engage à rendre à l'Agence l'usage de l'application défectueuse.

• Mise en place d'une solution de contournement des anomalies bloquantes

Pour les incidents bloquants, si leur réparation est impossible dans le délai de 24 heures défini ci-dessus, le titulaire s'engage à proposer une solution alternative de dépannage à l'Agence et à la mettre en œuvre dans le même délai, après avoir recueilli l'accord de l'Agence, conformément aux dispositions du CCTP et du PAQ.

- **Délais de correction des anomalies non bloquantes**

Pour les incidents non bloquants, le titulaire s'engage à rendre à l'acheteur l'usage de l'application défectueuse à la livraison planifiée soit :

Pour une anomalie majeure :

Mise en place d'une solution de contournement sous 3 jours ouvrés avec un délai maximum de 5 jours ouvrés à partir de la notification parvenue au titulaire ;

Pour une anomalie mineure :

Fixé suivant un délai planifié en accord avec l'Agence.

Si les corrections demandées représentent un travail non réalisable dans ces délais, l'Agence pourra accorder un délai supplémentaire de correction ou décider de les inclure dans une livraison planifiée.

10.13 Maintenance évolutive

- **Délais de réalisation des devis de maintenance évolutive**

Conformément aux dispositions du CCTP, le titulaire s'engage à remettre à l'Agence et à sa demande, un devis dans les délais suivants :

- 2 jours ouvrés pour les évolutions urgentes ;
- 5 jours ouvrés pour les autres évolutions normales dites planifiées

Le point de départ des délais est la date de réception de la demande parvenue par courriel au titulaire. Exceptionnellement, si les évolutions demandées représentent un travail tel que le chiffrage n'est pas réaliste dans ces délais, l'Agence de la biomédecine pourra accorder un délai supplémentaire de chiffrage qu'elle indiquera au moment de sa demande.

- **Délais de livraison des prestations de maintenance évolutive**

Les différents types de prestations réalisées au titre de la maintenance évolutive sont définis au CCTP n° AO 25-47_DSI/ND.

Le titulaire s'engage à un début de réalisation des évolutions fonctionnelles :

- Urgentes : dans un délai maximum de **5 jours ouvrés** à compter de la notification de la commande
- Normales planifiées : dans les délais définis dans le devis.

10.14 Maintenance adaptative

Les prestations de maintenance adaptative font l'objet d'un devis mentionnant les charges et les coûts de réalisation conformément aux tarifs transmis par le titulaire dans son offre et précisés dans le devis. Le devis doit présenter les prix détaillés de chaque prestation proposée ainsi que leur(s) justificatif(s). Tous les prix indiqués au devis doivent pouvoir être vérifiés par l'Agence.

10.15 Prestations d'accompagnement (post-maintenance)

Les prestations d'accompagnement (post-maintenance) font l'objet d'un devis mentionnant les charges et les coûts de réalisation conformément aux tarifs transmis par le titulaire dans son offre et précisés dans le devis.

Le devis doit présenter les prix détaillés de chaque prestation proposée ainsi que leur(s) justificatif(s). Tous les prix indiqués au devis doivent pouvoir être vérifiés par l'Agence.

10.16 Réversibilité / transférabilité

La « **réversibilité** » désigne les opérations de retour de responsabilité, par lesquelles l'acheteur reprend les prestations qu'il avait confiées au titulaire arrivant à terme.

Les modalités organisationnelles et techniques de la réversibilité figurent dans le plan de réversibilité et la proposition du titulaire.

De manière non limitative, la réversibilité comprendra la fourniture des logiciels exécutables, le cas échéant, les codes sources, la documentation associée, les fichiers de paramétrage, scripts d'exploitation, la documentation technique et fonctionnelle, les éventuels supports de formation ainsi que :

- La mise à disposition de fichiers suivant un ou plusieurs formats documentés et exploitables en dehors du service fourni par le prestataire ;
- La mise en place d'interfaces techniques permettant l'accès aux données suivant un schéma documenté et exploitable (API, format pivot, etc.).

La « **transférabilité** » désigne l'opération de transfert de responsabilité, par lequel l'acheteur fait reprendre par un nouveau titulaire les prestations qu'il avait confiées au titulaire arrivant à terme.

La période de réversibilité/transférabilité est la période couvrant le retour ou le transfert de responsabilité précédemment définis.

La prestation s'exécute sur bon de commande. Le délai de réalisation est celui remis par le titulaire dans son offre, éventuellement modifié par bon de commande. Par défaut, le délai de réversibilité et/ transférabilité est de 12 semaines calendaires maximum (3 mois).

Dans le cadre des opérations de réversibilité et de transférabilité, le titulaire met en œuvre les mesures techniques et organisationnelles pour garantir la sécurité des données et des applications qui lui sont confiées, lors du transfert des prestations, en conformité avec les réglementations applicables.

Pendant la période de mise en œuvre de la réversibilité ou de la transférabilité, le titulaire arrivant à échéance fournit, selon le cas, à l'acheteur ou au nouveau titulaire, dans la mesure du besoin, un accès aux matériels et aux logiciels, sous réserve que cet accès n'affecte pas l'aptitude du titulaire prenant fin à fournir les services objet du marché.

Le titulaire met en œuvre des mesures techniques et organisationnelles pour garantir la sécurité des données et des applications qui lui sont confiées, lors du transfert des prestations de la part du précédent titulaire en conformité avec les réglementations applicables.

10.17 Audit de sécurité

Afin de se prémunir contre toute insuffisance de protection, l'Agence peut effectuer ou faire effectuer un audit de sécurité auprès du titulaire et le cas échéant de ses sous-traitants afin de s'assurer de la prise en compte effective du niveau de sécurité requis. Le titulaire est informé quinze jours à l'avance de cet audit (date de l'audit, modalités de mise en œuvre).

L'Agence, ou l'organisme mandaté à cette fin, peut, pendant une période de six mois à compter du terme de l'exécution du marché ou de sa résiliation, exercer un contrôle dans les locaux du titulaire et, le cas échéant, dans ceux de ses sous-traitants afin de vérifier que les dispositions en matière de destruction des données ont été effectivement appliquées.

Article 11 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

11.1 Obligation de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies à l'Agence. Dans ce cadre le titulaire notifie à l'Agence toute information permettant d'améliorer le niveau de sécurité du système d'information et signale les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil s'exerce tout au long de l'exécution des prestations, sur tout point lié à l'objet de l'accord-cadre qui pourrait faire l'objet de propositions d'optimisation, et, de ce fait, à la réduction des coûts.

Le titulaire et l'Agence s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations de l'accord-cadre.

De plus, le titulaire s'engage à alerter l'Agence sur les imprécisions ou les incohérences du cahier des charges.

L'obligation de conseil envers l'Agence, comprend :

- Une obligation de **renseignement** : le titulaire doit fournir les renseignements nécessaires sur les fournitures et services proposés, indiquer les spécifications techniques, les contraintes, les performances, informer l'Agence des modifications techniques intervenues ultérieurement à la commande, fournir des renseignements exacts.
- Une obligation de **conseil et de mise en garde** sur les points susceptibles d'influer sur sa décision en attirant par exemple, son attention sur les éléments présentant des risques, les choix, des difficultés, la réalisation d'opérations en parallèle.

Plus particulièrement, le titulaire doit agir en permanence afin d'assurer une parfaite réversibilité ou transférabilité des prestations dont il a la charge. Pour ce faire il doit alerter l'Agence sur toute modification ou évolution susceptible de présenter des conséquences sensibles au regard de cet objectif. Il s'engage à transmettre à l'Agence, sur simple demande, l'ensemble des éléments dont la connaissance est nécessaire à la reprise des prestations. Il s'engage par ailleurs à restituer au plus tard à la date de fin de l'accord-cadre, l'intégralité des éléments (fichiers, données, programmes, sources, documentations, dossiers techniques, etc.) ayant trait à l'accord-cadre et réalisés pour le compte de l'Agence ou lui appartenant. Le titulaire s'engage par ailleurs à n'en garder aucune copie.

11.2 Obligation de moyen et de résultats

Le titulaire est tenu de signaler à l'Agence tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

Il s'engage à exécuter les prestations à sa charge conformément aux meilleurs critères de qualité en vigueur dans la profession selon les règles de l'art. Il garantit que les résultats des prestations seront conformes aux exigences fixées dans les documents techniques.

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour réaliser les prestations dans les délais impartis.

11.3 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente.

Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Article 12 - CONFIDENTIALITE - PROTECTION DES DONNEES – MESURES DE SECURITE

12.1 Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'Agence, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire est informé que certaines informations auxquelles il aura accès dans le cadre de sa prestation, sont soumises aux obligations relatives à la protection des fichiers informatiques soumis aux dispositions de la Loi du 6 janvier 1978 « informatique et liberté » et ont fait l'objet d'une déclaration à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

L'obligation de discrétion et le secret professionnel auxquels est tenu le titulaire s'étendent au respect du principe d'anonymat prévu aux articles 16-8 du code civil et L.1211-5 du code de la santé publique.

Les informations contenues dans les bases de données de l'Agence de la biomédecine dont le titulaire a connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché, sont des éléments à caractère secret et font ainsi l'objet d'une protection dans le cadre de ce marché.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire l'Agence de la biomédecine à résilier le marché aux torts du titulaire aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par l'Agence au titulaire, au titre de l'article 1384 du Code Civil et des sanctions pénales éventuellement encourues.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Le présent accord-cadre concerne des prestations de tierce maintenance applicative.

Dès lors, de par l'objet même de l'accord-cadre, le titulaire peut être amené à connaître du secret des affaires de tiers lors de l'exécution.

Dans ce cadre, il ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

En cas de violation de cette obligation, le titulaire encourt une pénalité comme défini à l'article 17.3 du CCAP, ainsi que, en cas de manquement grave ou répété, la résiliation de l'accord-cadre à ses torts.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue de l'accord-cadre.

Le titulaire consent, en application de l'article L.151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre puissent être divulgués par l'Agence à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un accord-cadre de substitution.

L'Agence s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'Agence informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'Agence toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

12.2 Traitement de données à caractère personnel

L'Agence est responsable du traitement des données à caractère personnel. Le titulaire est sous-traitant au sens du Règlement général sur la protection des données (RGPD).

Pour ce faire, l'Agence et le titulaire s'engagent à respecter les termes de la convention de sous-traitance prise en application du règlement européen (UE) 2016/679 du 27 Avril 2016, telle qu'annexée au présent accord-cadre.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant à la convention de sous-traitance, ou en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale prise par l'Agence.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relative à la protection des données personnelles, le marché pourra être résilié pour faute en application de l'article 50 du CCAG-TIC.

12.3 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations, conformément au CCTP AO 25-47_DSI/ND et au PASF signé entre le titulaire et l'Agence.

L'accès du personnel du titulaire aux locaux de l'Agence est soumis aux mêmes conditions générales que celles applicables à tout agent de l'Agence. Il est tenu de respecter le règlement intérieur et les consignes de discipline générale notamment en ce qui concerne la sécurité.

12.4 Information sur les vulnérabilités et les incidents de sécurité détectés sur le système d'information du titulaire

Pour les prestations, produits et services fournis dans le cadre du marché, le titulaire met à disposition un dispositif d'information dédié à la sécurité informatique (notamment flux RSS/ATOM, liste de diffusion par courriel ou autre).

Ce dispositif vise à tenir l'Agence informée des événements et changements impactant la sécurité, notamment liés à la connaissance d'une vulnérabilité impactant le système (annonce de correctif, attaque en cours, violation de données à caractère personnel), et des mesures correctives ou conservatoires à appliquer.

Le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article. Il reste responsable du respect de celles-ci.

Article 13 - CONSIDERATIONS SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

13.1 Considérations sociales

Le présent accord-cadre ne comprend pas de clause d'insertion sociale.

13.2 Considérations environnementales

Les livrables du présent marché devront être fournis, en priorité, sous forme dématérialisée. Le cas échéant, les livrables papiers devront être imprimés sur papiers recyclés ou issus de forêt gérées durablement.

Article 14 - CONSTATATIONS DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

14.1 Opérations de vérification

Vérifications qualitatives :

Les opérations de vérification qualitative ont pour objet de permettre à l'Agence de contrôler notamment que le titulaire :

- A mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- A réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles, et notamment aux spécifications et aux modalités d'achèvement de ces prestations.

Les opérations de vérifications qualitatives ont également pour objet de contrôler les conformités à la politique de sécurité. L'Agence apprécie l'enjeu de la non-conformité à la politique de sécurité eu égard à la sensibilité des données manipulées, leurs volumes et les conséquences prévisibles si la non-conformité persiste. En fonction de cette analyse, ces non-conformités peuvent avoir pour conséquence l'ajournement, le rejet ou l'admission des prestations avec réfaction.

Les opérations de vérifications qualitatives comprennent deux étapes : la vérification d'aptitude (VA) et la vérification de service régulier (VSR).

14.1.1 Vérification d'aptitude (VA)

La vérification d'aptitude intervient après la mise en ordre de marche. Elle a pour objet de constater que les prestations, livrées ou exécutées, présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans les documents particuliers du marché.

La VA ne pourra être menée que si les prestations annexes (normes de programmation, documentation d'exploitation, jeux d'essais, etc...) ont été intégralement fournies.

L'Agence de la biomédecine dispose d'un délai de 1 mois calendaire pour procéder à la VA sauf indication contraire du bon de commande.

Si l'Agence n'est pas en mesure de prendre une décision positive de vérification d'aptitude, elle prend une décision d'ajournement ou de rejet, selon les modalités fixées ci-après. En cas d'ajournement, une nouvelle mise en ordre de marche peut être exécutée à la demande de l'Agence.

La vérification d'aptitude **est positive** si les prestations ont satisfait aux essais et sont déclarés aptes.

14.1.2 Vérification de service régulier (VSR)

Si la décision de vérification d'aptitude est positive, la vérification de service régulier débute.

La vérification de service régulier a pour objet de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation prévues dans les documents particuliers du marché.

La régularité du service s'observe pendant trente jours, à partir du jour de la décision positive de vérification d'aptitude prise par l'acheteur, sauf indication contraire du bon de commande.

Par dérogation à l'article 32.4 du CCAG-TIC, le service est réputé régulier si la durée cumulée, sur le mois, des indisponibilités imputables à chaque élément de matériel ne dépasse pas 1 jour ouvré de la durée d'utilisation effective qui s'étend de 0h à minuit pour les applications H24 et de huit heures à dix-huit heures, du lundi au vendredi, jours fériés exclus pour les autres applications.

14.1.3 Décisions après vérification

A l'issue des opérations de vérification, l'Agence prend une décision :

- **D'admission** lorsque les prestations répondent aux stipulations de l'accord-cadre ;
- **D'ajournement** lorsque les prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à l'Agence les prestations mises au point dans un délai de 15 jours ;
- **De réfaction** lorsque les prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations de l'accord-cadre, peuvent être admises en l'état avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision est motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire sans que ce dernier n'ait pu présenter ses observations. Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'Agence dispose ensuite de quinze jours pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, l'Agence est réputée avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.
- **De rejet** lorsque les prestations ne sont pas conformes aux stipulations de l'accord-cadre et ne peuvent être admises en l'état. Le rejet peut être partiel ou total. Le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau les prestations.

Les décisions sont prononcées par l'Agence, après avis du (des) responsable(s) technique(s) désigné(s) ci-dessus.

Par dérogation à l'article 33.2.2 du CCAG-TIC, à l'issue de la vérification de service régulier, l'Agence dispose d'un délai maximal de 30 jours pour notifier par écrit au titulaire sa décision de vérification de service régulier.

Si le résultat de la vérification de service régulier est positif, l'Agence prend une décision d'admission des prestations. L'admission peut être limitée aux seuls éléments dont la régularité de service a été vérifiée, pourvu qu'ils permettent une utilisation dans des conditions jugées acceptables par l'Agence.

En tout état de cause, si l'application n'est pas conforme en tous points aux spécifications définies au CCTP, la vérification de service régulier est négative.

Si l'Agence ne notifie pas sa décision dans le délai de 30 jours mentionné plus haut, le résultat de la vérification de service régulier est considéré comme positif et les prestations sont réputées admises.

Article 15 - GARANTIE TECHNIQUE

Par dérogation à l'article 36.1 du CCAG-TIC, les prestations relatives à la maintenance évolutive, adaptative, font l'objet d'une garantie technique de deux mois à compter de la notification de la décision d'admission, sauf indication contraire dans les bons de commande.

Le titulaire garantit la conformité des développements aux spécifications prévues par les documents particuliers du marché. A ce titre, pendant la durée de garantie, le titulaire corrige gratuitement toute anomalie de fonctionnement par rapport aux spécifications du marché conformément au CCAG-TIC.

Pour l'application du présent article, l'Agence établit un compte rendu écrit de ces anomalies en donnant tous les éléments nécessaires à leur identification par le titulaire. Ce compte rendu doit être porté à la connaissance du titulaire dès la constatation de l'anomalie par l'Agence.

Si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux corrections prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des corrections.

Article 16 - DESTRUCTION DES DONNEES

Au terme de l'exécution du marché ou en cas de résiliation, le titulaire restitue sans délai à l'acheteur une copie de l'intégralité des données confiées par lui dans le cadre de la prestation. Une fois la restitution effectuée, le titulaire détruit, dans un délai de trois mois, les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information, y compris les données ayant fait l'objet de sauvegardes ou d'un archivage. La restitution et la destruction des données sont constatées par un procès-verbal daté et signé par le titulaire. Les procédés de destruction sont conformes aux réglementations en vigueur.

Article 17 - PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

17.1 Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, et en cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt **après mise en demeure préalable**, des pénalités suivantes :

Nature de la prestation	Objectifs	Pénalités
Pilotage et suivi	<i>Retard diffusion des supports de réunion, compte-rendu et/ou tableaux de bord mensuels</i>	<i>100 € HT par jour de retard</i>
Initialisation du marché	<i>Retard fin de phase d'initialisation du marché</i>	<i>200 € HT par jour de retard</i>
	<i>Retard fin de phase d'initialisation complémentaire</i>	<i>200 € HT par jour de retard</i>
Maintenance corrective	<i>Non-respect des délais de prise en compte des tickets déclarés</i>	<i>50 € HT par jour de retard</i>
	<i>Non-respect des délais de correction (bug bloquant)</i>	<i>250 € HT par jour de retard</i>
	<i>Non-respect des délais de correction (bug majeur ou mineur)</i>	<i>150 € HT par jour de retard</i>
	<i>Non-respect des délais de fourniture d'un devis</i>	<i>100 € HT par jour de retard</i>
Réalisation du besoin	<i>Retard sur livraison en recette</i>	<i>100 € HT par jour de retard</i>
Transfert de compétences	<i>Retard de diffusion des documents et composants mis à jour</i>	<i>150 € HT par jour de retard</i>

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du bon de commande considéré.

17.2 Pénalités pour non-respect des exigences fixées au CCTP

En complément de l'article 14 du CCAG-TIC, et en cas de non-respect des exigences fixées au CCTP le titulaire encourt **sans mise en demeure préalable** les pénalités suivantes :

Nature de la prestation	Objectifs	Pénalités
Maintenance corrective	<i>Documentation fonctionnelle et technique non maintenue à jour</i>	<i>100 € HT par jour de retard</i>
Analyse du besoin	<i>Non-respect du nombre de validation sur un dossier de spécifications</i>	<i>150 € HT par validation supplémentaire</i>
Réalisation du besoin	<i>Non-respect du nombre d'anomalies en recette</i>	<i>3 % du montant du devis</i>
	<i>Non-respect du nombre de régressions en recette</i>	<i>3 % du montant du devis</i>
	<i>Non-respect du nombre de d'anomalies en production</i>	<i>2 % du montant du devis</i>

17.3 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées au présent CCAP, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- En cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- En cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative. Les pénalités seront déduites du montant restant dû par la personne publique ou feront l'objet d'un ordre de reversement à l'encontre du titulaire. Elles restent dues en cas de résiliation du marché.

Article 18 - REGIME FINANCIER

18.1 Forme et contenu des prix

Le marché est traité à prix mixtes (unitaires et forfaitaires).

La décomposition des prix unitaires et forfaitaires figure dans le bordereau des prix accepté par l'Agence de la biomédecine et annexée à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés inclure : tous les frais afférents à la réalisation des prestations du présent accord-cadre (y compris toutes les réunions nécessaires), ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site, tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations, toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations.

18.2 Variation des prix

Les prix unitaires et forfaitaires figurant à l'acte d'engagement ou dans une annexe à celui-ci sont réputés établis aux conditions économiques du mois de la date de réception des offres.

L'accord-cadre est conclu à prix **fermes**.

Les prix des prestations ne font pas l'objet de variation de prix.

18.3 Avances

Sauf s'il y renonce expressément sur l'acte d'engagement, le titulaire a droit au versement de l'avance.

En application des articles R. 2191-3 et R. 2191-16 du code de la commande publique, l'avance est accordée au titulaire pour chaque bon de commande notifié supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux (2) mois, diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Au titre de l'article R. 2191-7 dudit code, cette avance est égale à 5 % du montant TTC du bon de commande. Le taux de l'avance est porté à 20% lorsque le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

Remboursement de l'avance

L'avance est remboursée selon les modalités fixées aux articles R. 2191-11, R. 2191-12 et R. 2191-19 du code de la commande publique.

Article 19 - REGLEMENT DES PRESTATIONS

19.1 Répartition des paiements

Le paiement se fera après décision d'admission des prestations dans le délai global de paiement indiqué à l'article 19.3

➤ Pour les prestations de la partie ferme :

- Le règlement de la phase d'initialisation, objet de la partie fixe forfaitaire sera réglée intégralement après réception complète de la dite-phase.
- Les prestations relatives à la maintenance corrective seront **réglées trimestriellement à terme échu.**

Concernant la 1^{ère} année de tierce maintenance corrective (TMC), le forfait annuel sera proratisé par rapport à la durée réelle de celle-ci conformément à l'article 10.5 du présent CCAP.

➤ Pour les prestations à bons de commande :

Le paiement se fera sur demande du titulaire après admission des prestations et sur présentation de factures, conformément au CCAG-TIC dans le délai global de paiement indiqué à l'article 19.3 du présent CCAP. La demande de paiement doit correspondre au bon de commande.

19.2 Retenue de garantie

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

19.3 Délais de paiement et Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du Code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum.

Le point de départ de ce délai est la date de notification de la demande de paiement adressée par le titulaire à l'Agence via le portail chorus pro. Toutefois, les sommes dues au titulaire, au titre du présent marché, ne pourront être réglées qu'après admission des prestations.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

19.4 Présentation des demandes de paiement

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'Agence.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures comprennent les mentions suivantes :

- 1- La date d'émission de la facture ;
- 2- La désignation des parties ;
- 3- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4- Le **numéro de l'engagement** qui correspond au **numéro du bon de commande** adressé par l'acheteur (*Si le numéro du bon de commande est inexact ou absent, la facture sera suspendue dans Chorus*) ;
- 5- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ;
- 6- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 7- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 8- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération.
- 9- Le numéro de SIRET du titulaire

Sont applicables les **taux de TVA en vigueur** lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

L'**unité monétaire** qui s'applique est l'Euro.

La **transmission des factures** s'effectue par voie dématérialisée.

Mode de transmission des factures :

- **Utiliser le portail Chorus Pro accessible** par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :
 - Déposer ses factures sur le portail ;
 - Saisir directement ses factures.
- Numéro de SIRET : 180 092 587 00013
- Code service Chorus : **FACTURES_GE**

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

➤ <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

➤ <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

Les demandes de paiement relatives aux prestations à bon de commande devront impérativement être accompagnées du procès-verbal d'admission émis et signé par l'Agence de la biomédecine.

Toute erreur dans l'adresse de facturation entraîne la suspension des délais de paiement jusqu'à ce que la facture parvienne à l'adresse précisée ci-dessus.

Article 20 - NANTISSEMENT -CESSION DE CREANCES

Le présent accord-cadre peut faire l'objet d'un nantissement ou d'une cession de créances de la part du titulaire ou des sous-traitants bénéficiaires du paiement direct, dans les conditions fixées par le code de la commande publique et plus particulièrement en ses articles L.2191-8 et R.2191-45 à R.2191-62.

La personne habilitée à fournir, au nom de l'Agence de la biomédecine, les renseignements énumérés à l'article R.2191-60 du Code de la commande publique est Monsieur le directeur administratif et financier de l'Agence de la biomédecine.

Article 21 - MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION

21.1 Modification ne donnant pas lieu à avenant

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Les modifications n'emportant pas changement de la situation juridique du titulaire sont prises en compte par l'Agence sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant, dès communication de l'information. Il s'agit des modifications suivantes :

- Modification du siège social ;
- Modification du compte bancaire ;
- Désignation d'un nouveau dirigeant non consécutive à un changement de contrôle de la société ;
- Changement de raison sociale ou changement de la structure de l'entreprise n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale.

Les changements de réglementation qui s'imposent à l'Agence et au titulaire sont applicables de plein droit sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant. Dans ce cas, la nouvelle modification sera annexée au CCAP ou CCTP et aura la même valeur que le document auquel il est annexé.

Sont notamment concernées :

- L'évolution de la fiscalité ;
- L'évolution des normes applicables aux prestations faisant l'objet du marché (exemple : mise à jour des cahiers des clauses techniques générales, normes, etc.).

21.2 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du Code de la commande publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'Agence.

Si l'Agence envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, elle se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire. Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'Agence démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;

- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, etc ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'Agence vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'Agence, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, l'Agence et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire. Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'Agence / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

Article 22 - UTILISATION DES RESULTATS (PROPRIETE INTELLECTUELLE)

Le présent accord-cadre fait application des articles 43 à 46 du CCAG-TIC.

Définitions des résultats

En complément de l'article 43.1 du CCAG-TIC, les « résultats » désignent tous les éléments quels qu'en soient la forme, la nature et le support qui résultent de l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre, protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par toute autre mode de protection, tels que les études, les notes, les recommandations, les analyses, les diagnostics, les modèles algorithmiques, le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image des biens ou des personnes.

Dans le cadre du présent accord-cadre, les éléments qui résultent de l'exécution des prestations concernent principalement les livrables identifiés dans le CCTP, et notamment :

- le matériel de conception dont les spécifications fonctionnelles générales et détaillées, le dossier de conception technique et le dossier d'architecture technique ;
- les ébauches, les maquettes, les prototypes ;
- les codes sources ;
- le code objet ;
- le code exécutable ;
- la documentation liée à l'utilisation du logiciel dont les manuels d'installation, d'exploitation et d'utilisation ;
- les supports de formation et les supports de présentation ;
- les structures des bases de données ;
- le contenu informationnel des bases de données.

Définition des connaissances antérieures

Conformément à l'article 44.1 du CCAG-TIC, les « connaissances antérieures » désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui ne résultent pas de l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image des biens ou des personnes et qui appartiennent, au jour de la notification de l'accord-cadre, à l'Agence, au titulaire de l'accord-cadre ou à des tiers désignés, ou qui leurs sont concédés en licence.

Connaissances antérieures de l'Agence

Sont considérés comme connaissances antérieures appartenant à l'Agence, tous les éléments remis au titulaire pour l'exécution des prestations du présent accord-cadre.

RÉGIMES DES RESULTATS

Régime des connaissances antérieures

L'Agence reste propriétaire de ses connaissances antérieures, le titulaire n'étant autorisé à utiliser lesdites connaissances antérieures que pour les besoins strictement nécessaires à l'exécution des prestations de l'accord-cadre.

Droits de l'Agence

En application de l'article 46.2.1 du CCAG-TIC le titulaire cède à l'Agence les droits mentionnés aux articles L.122-1 et suivants et L. 122-6 du code de la propriété intellectuelle à savoir notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, de modifier, d'arranger, de corriger, de traduire les connaissances antérieures et/ou résultats/livrables en toutes langues, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés.

- Le droit de reproduction comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de reproduire les connaissances antérieures et/ou résultats/livrables, pour quelque usage que ce soit, par quelque procédé que ce soit, connu ou inconnu y compris non prévisible, sur tout support, actuel ou futur et sans limitation de nombre ; tel que papier, électronique, numérique, analogique, magnétique, optique, vidéographique, pour toute exploitation, y compris en réseau sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tous supports.
- Le droit de représentation et de distribution comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de communication au public et de mise à disposition du public des connaissances antérieures et/ou résultats/livrables, en tout ou partie, directement ou indirectement, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés, connus ou inconnus, sous toute forme, et auprès du public en général ou de catégories de public en particulier, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement.
- Les droits portant sur les connaissances antérieures et/ou résultats/livrables qui ont la forme de logiciels comportent, en outre, notamment les droits d'évaluer, d'observer, de tester, de dupliquer, de charger, d'afficher, de stocker, d'exécuter, de modifier, d'arranger, décompiler, assembler, transcrire tout ou partie des résultats, d'en faire la maintenance préventive, corrective, adaptative et évolutive, d'en réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de le traduire en toute langue, transcrire dans tout langage de programmation, configurer, interfacer avec tout logiciel, base de données, produit informatique, d'en réutiliser les algorithmes à toutes fins, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir, faire tous actes aux fins d'interopérabilité avec d'autres systèmes créés de manière indépendante.

Cette cession est effective pour le monde entier et pour toute la durée de protection des résultats par le droit d'auteur.

Garantie d'éviction et de propriété intellectuelle

Le titulaire déclare et garantit être le légitime détenteur ou avoir acquis l'ensemble des droits, notamment des droits de propriété intellectuelle, nécessaires à la réalisation des éléments qu'il fournit dans le cadre de ses prestations et à leur utilisation par l'Agence.

Il s'engage à garantir l'Agence contre toute revendication et/ou procédure, quelle qu'en soit la forme, l'objet et la nature, engagée par tout tiers invoquant un droit quelconque, notamment un droit de propriété intellectuelle, auquel l'exécution des prestations aurait porté ou porterait atteinte.

Dès l'apparition d'une contestation émanant d'un tiers ou d'un trouble dans la jouissance concernant les prestations fournies, le prestataire s'engage à prendre immédiatement les mesures propres à les faire cesser.

À cet effet, le titulaire s'engage auprès de l'Agence, à ses frais et au choix exclusif de l'Agence, à :

- Soit, obtenir le droit, pour l'Agence, de poursuivre l'utilisation des éléments en cause sans limitation et sans paiement supplémentaire ;

- Soit, modifier ou remplacer les éléments concernés par le différend, de manière à ce qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché. Le prestataire s'engage à intervenir, à ses frais, à toute instance engagée contre l'Agence, y compris en référé.

Article 23 - DISPOSITIONS DIVERSES

23.1 Echanges dématérialisés

Les bons de commandes et les procès-verbaux de réception sont transmis au titulaire sous forme dématérialisée. Le titulaire doit fournir une adresse de messagerie électronique pérenne à laquelle ces documents seront transmis.

23.2 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

23.3 Sous-traitance

Conformément aux articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché selon les dispositions de la loi du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance et sous réserve de l'acceptation et de l'agrément des conditions du paiement du ou des sous-traitant(s).

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'Agence de la biomédecine, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

- <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>).

Cet acte mentionne la nature des prestations sous-traitées envisagées, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande. A défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité en application des modalités prévues par le CCAG-TIC.

23.4 Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance

En cas de groupement d'opérateurs économiques, si le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'Agence.

Article 24 - RESPONSABILITE ET ASSURANCES

Le titulaire est responsable des dommages qui pourraient être causés au personnel et aux biens de l'Agence de la biomédecine du fait de l'exécution du marché.

Le titulaire déclare être assuré auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable pour toutes les conséquences dommageables des actes qu'il serait susceptible de causer de son fait ou du fait de tiers auxquels il ferait appel dans le cadre du présent marché.

La franchise imposée par la compagnie d'assurance est à la charge du titulaire. Le titulaire s'engage à régler toutes les primes pour que l'Agence puisse faire valoir ses droits en qualité de bénéficiaire.

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il a souscrit à une police d'une assurance responsabilité civile garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par l'exécution des prestations du présent marché. Le titulaire adresse chaque année, lors de la reconduction du marché, l'attestation d'assurance à l'Agence.

Article 25 - DISPOSITIF DE VIGILANCE

Le titulaire met à disposition **tous les six mois, à partir de la notification**, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont, obligatoirement, transmis par le titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>.

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi l'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

Article 26 - RESILIATION

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du chapitre 8 du CCAG-TIC (résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Par dérogation à l'article 51 du CCAG TIC, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas le droit à une indemnité de résiliation. Le titulaire a seulement droit à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

Lorsqu'il est procédé à la résiliation du marché, quel que soit le motif, le titulaire remet à l'Agence, dès le premier jour de prise d'effet de la résiliation et sans formalité supplémentaire, tous les documents en sa possession résultant de l'exécution des prestations dans le cadre du marché.

26.1 Exécution aux frais et risques du titulaire

L'Agence pourra pourvoir à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard soit, en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire. La décision de résiliation mentionnera expressément cette exécution aux frais et risques.

Dans le cas de résiliation du marché aux torts du titulaire, celui-ci ne sera pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution.

Article 27 - LITIGES ET CONTENTIEUX

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Montreuil.

Tribunal administratif de Montreuil
7 rue Catherine Puig
93 558 Montreuil Cedex
Courrier électronique : greffe.ta-montreuil@juradm.fr
Téléphone : 01 49 20 20 00

Règlement amiable

L'Agence et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent accord-cadre ou à l'exécution des prestations.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'Agence et le titulaire ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

En cas de différend, l'Agence et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

Conformément aux dispositions prévues au CCAG-TIC, la partie qui saisit d'un différend le comité consultatif de règlement amiable compétent supporte les frais de l'expertise, s'il en est décidé une, dans l'attente du règlement amiable définitif du différend.

Article 28 - DEROGATIONS AU CCAG-TIC

Article du CCAP concerné	Article du CCAG dérogé	Commentaire
7	4	Documents contractuels – Ordre de priorité
10.7	13.3.2	Prolongation délai d'exécution
14.1.2	32.4	Régularité du service
14.1.3	33.2.2	VSR : Délai notification décision
15	36.1	Garantie technique : durée
17.1	14.1.1	Pénalités
26	51	Résiliation : motif d'intérêt général/ indemnité de résiliation